

C'est le social qu'on assassine

On a commencé à s'intéresser aux sociétés dès le siècle des Lumières quand il s'est agi d'envisager leur libre choix de s'instituer en peuple. Le XIX^e siècle en assura le prolongement politique : avec les premières lois sociales et l'apparition de la notion de protection, ce fut une dimension essentielle de l'aventure humaine qui fut affichée, installant l'idée qu'une société ne pouvait pas survivre sans un minimum d'intégration. L'égalité n'avait plus rien d'incongru ; elle établissait simplement une double aspiration positive : assurer un minimum de bonheur à chacun, tout en préservant la chance de tous de vivre en paix. Le XX^e siècle approfondissait le message : les vertus du social, consignées dans des lois et des politiques, permettaient la consolidation de la Cité tout en offrant à chacun des conditions minimales de dignité.

La fin du dernier siècle était même porteuse de promesses pour le monde dans son entier : la question sociale était délibérément inscrite non seulement dans les débats nationaux, mais aussi sur l'agenda international. Le rapport publié par le Programme des Nations unies pour le développement (Pnud), en 1994, proclamait la nécessité de promouvoir une sécurité humaine à l'échelle mondiale, notamment dans les domaines alimentaire, sanitaire et environnemental. La même année, Boutros Boutros-Ghali rappelait le lien

entre guerre et injustice sociale. La déclaration du « Millénaire » de Kofi Annan et les objectifs que la communauté internationale entendait en tirer permettaient de lancer un programme social à l'échelle des relations internationales.

Certes, des progrès ont été enregistrés : des initiatives ont été prises au plan mondial et des résultats ont été obtenus. Mais l'essentiel hélas n'est plus là : on assiste depuis quelque temps à une négation systématique du social qui prend souche à tous les niveaux et qui révolutionne la pensée, marquant la fin d'une aventure amorcée avec les Lumières. On le constate empiriquement partout : l'économie a une rationalité exclusive, bien au-delà de sa fonction de construire le bonheur humain que les libéraux lui reconnaissaient autrefois. L'exemple grec est là pour montrer que la souffrance extrême devient tout à fait acceptable aux yeux de certains dès lors qu'elle aide à accomplir les théorèmes supposés de la science économique. Le politique lui-même s'en trouve éteint : la science économique étant devenue une « science exacte », la délibération politique n'a plus grand sens et n'est plus que rhétorique. Au sein des économies nationales, le social n'a plus de place : code du travail, droit à l'emploi, respect dû aux autres doivent s'effacer dès lors que le marché s'en trouve troublé. Gérer la cité ne se conjugue plus qu'à une

seule personne, celle de l'entreprise. Faire le chemin inverse, faire dépendre l'économie du social devient une grossièreté, au nom d'une vision caricaturale de la mondialisation...

Ainsi la gauche s'éteint-elle dans la joie lorsqu'elle arrive au pouvoir : joie de gouverner et joie d'apporter sa contribution à l'essor d'un marché proclamé incontournable. On va même au-delà : la gauche est réputée ne plus avoir de raison d'être, elle est dépassée à l'instar du social lui-même. L'idée est

Qui parle des six millions de morts annuels victimes de la faim, là où les victimes du terrorisme ont, en volume, l'apparence d'une goutte d'eau ?

pratique sur le plan international, car elle permet de réaliser des économies et conduit à se limiter au seul devoir de charité, excellent ordre du jour placé après le dessert, lorsque se tiennent les sommets du G7. Et tant pis si aujourd'hui l'essentiel des nouveaux conflits est imputable à la décomposition sociale et à l'insécurité humaine du Sahel, de l'Afghanistan ou de l'Afrique centrale. Pour mieux l'oublier, on fait d'une crise sahélienne un conflit militaire, puis on rentre chez soi...

Les questions sociales internationales ne sont qu'affaires de sécurité intérieure : la migration, telle une « fuite d'eau », porte atteinte à notre droit sacro-saint à la sécurité et l'idée des quotas fait mal à notre esthétique juridique. Mais qui a jamais parlé de la « sécurité » de ces malheureux ? Comment comprendre que cette question cruciale des migrations, autrement grave que l'hypothétique bombe iranienne, n'ait jamais fait l'objet d'une négociation internationale ? Comment expliquer que le substrat social des conflits du Sahel qui commande l'essentiel des violences qui s'y déploient, n'ait jamais été considéré, durant les cinquante dernières années, comme un engagement prioritaire de la communauté internationale ? Comment admettre le mépris hautain des chancelleries du Nord pour les questions de sécurité humaine ? Qui parle des six millions de morts annuels victimes de la faim, là où les victimes du terrorisme ont, en volume, l'apparence d'une goutte d'eau ?

Ce dénigrement du social a tendance à concéder à la magie de l'entreprise dans la gouvernance nationale et à l'inaffabilité du soldat dans la gouvernance mondiale. Dans l'un et l'autre cas, on oublie la souffrance, et on la tient pour politiquement négligeable. Dans un monde complexe et mobilisé, le calcul est catastrophique : annihiler le social conduit inévitablement à une violence amplifiée.